

Le FSM à Montréal : Le défi de rassembler les luttes

mardi 11 octobre 2016, par Claude Vaillancourt

Les forums sociaux mondiaux (FSM) se sont peu à peu détachés de ce qu'ils étaient à l'origine : une réaction des mouvements sociaux, réunis à Porto Alegre, au Brésil, au Forum économique de Davos. Ils se sont tenus par la suite en d'autres lieux et à d'autres moments dans l'année. L'édition de 2016 a tenté une expérience particulière : pour la première fois, le FSM se déroulerait dans un pays du Nord.

Ce déménagement n'était pas sans risque. Mais plusieurs jugeaient approprié que l'événement se déroule pour une fois dans l'antre de la bête : n'était-il pas intéressant que le forum se rapproche des lieux où se prennent les décisions qu'il a toujours combattues ? Alors que les inégalités sévissent aussi dans les pays du Nord, un travail de sensibilisation de leurs populations pouvait sembler utile.

Un groupe de militants jeunes et très motivés a proposé la ville de Montréal pour tenir l'événement. Ce choix se justifiait par la présence d'un mouvement social particulièrement dynamique au Québec, dans une Amérique du Nord très néolibérale, et par un printemps 2012 marqué par la lutte acharnée des étudiantes et des étudiants québécois contre leur gouvernement et sa vision marchande de l'éducation.

Un FSM peu accessible

Très tôt a été soulevé le problème de l'accessibilité : Montréal est une ville chère et éloignée, la métropole la plus au nord en Amérique. De plus, il était évident que l'obtention des visas serait un obstacle majeur, comme s'en sont inquiétées dès le départ plusieurs organisations québécoises. Malgré l'élection d'un nouveau gouvernement qui se veut plus ouvert que le précédent, celui de Justin Trudeau, le cauchemar anticipé s'est bel et bien réalisé. Les visas ont été distribués au compte-gouttes, les démarches pour l'obtenir étaient difficiles, voire humiliantes, et les raisons des refus offensantes.

Tout en blâmant fortement le gouvernement canadien, plusieurs participants au FSM ont fait remarquer que son intransigeance risque de se reproduire, et cela, même dans les pays du Sud. La crainte d'une immigration hors contrôle et du terrorisme rend la circulation des individus de plus en plus contraignante. Elle peut même servir de prétexte pour entraver une certaine opposition politique, comme le soulignait d'ailleurs Aminata Traore, interdite de séjour : « je le sais par expérience : il y a des sujets qui fâchent, tous les sujets abordés au Forum choquent

l'establishment ».

Le FSM de Montréal faisait aussi face à d'autres difficultés, dont celle de tenir l'événement dans un délai serré. Pour donner son appui, la ville de Montréal a exigé que le forum se tienne en 2016, un an et quelques mois après le dernier FSM, plutôt que de suivre l'échéance des dernières années, soit tous les deux ans. Il ne fallait pas que le forum se déroule l'année du 375^e anniversaire de la ville, trop riche en festivités de toutes sortes, puisqu'il n'aurait pas pu profiter de la collaboration indispensable de la municipalité. Cette échéance rapide a nui au travail de mobilisation et a rendu aux yeux de certaines personnes la rencontre un peu moins pertinente, trop proche du dernier FSM de Tunis.

Tout ceci explique une certaine baisse de la participation au FSM de Montréal, en comparaison avec les éditions précédentes. Il faut ajouter à ces causes la faible densité de la population au Canada et dans la région voisine des États-Unis, qui rend les grands rassemblements plus difficiles à réaliser et complique leur organisation. Des estimations trop optimistes sur la fréquentation du FSM de la part des organisateurs, qui ont annoncé plus de 50 000 participants, alors que 35 000 s'y sont rendus, ont contribué à donner l'impression d'un certain échec. Pourtant, cette participation a été plus élevée que ce qu'avaient prévu plusieurs organisations, dont Attac Québec.

Convergence et agora des initiatives

Très peu de participants ont remis en question la pertinence de ce FSM. Comme toujours, le forum a permis à des personnes de différents pays de se rencontrer, de développer des alliances. Par ses ateliers et ses grandes conférences, il a favorisé une plus grande sensibilisation d'un large public pas toujours très familier avec les thématiques abordées et qui en a profité pour faire le plein de connaissances.

L'équipe du FSM a beaucoup travaillé sur le plan de la méthodologie, de façon à corriger un problème récurrent dans

les éditions précédentes. Certes, les échanges sont riches et variés, a-t-on répété, mais peu d'actions concrètes en résultent. Il est donc nécessaire de mieux coordonner les luttes. Ainsi, les organisateurs ont beaucoup insisté sur la mise en place d'assemblées de convergence pendant lesquelles les participants devaient déterminer des actions à poursuivre après le FSM. Elles avaient aussi comme objectif de rassembler les individus et les organisations préoccupés par des sujets similaires, mais qui ont tendance à travailler « en solo ».

Ces assemblées se sont conclues la dernière journée par une ambitieuse « agora des initiatives », pendant laquelle des orateurs présentaient au public ce qui avait été décidé. De tout cela résultera un « calendrier des initiatives » qui permettra de fixer ces actions dans un agenda bien rempli et d'en assurer le suivi. Comme il fallait le prévoir, les résultats ont été très aléatoires. Les assemblées de convergence n'ont pas toutes été aussi productives, et, pendant l'agora des initiatives, déplacée dans un parc loin du centre-ville, les participants énuméraient une longue liste de projets, dont plusieurs étaient très stimulants, mais dont la profusion les faisait ressembler à une litanie.

L'une des assemblées les plus concluantes a sans doute été celle intitulée *Droits à l'éducation*. Le document qui en est ressorti fait une analyse à la fois succincte et très bien ciblée des atteintes aux droits à l'éducation dans le monde. Il en résulte une liste d'objectifs, certains assez flous, d'autres plus précis, afin de développer une plus grande solidarité face à la marchandisation de l'éducation. Un « plan d'action » annonce une série de projets concrets : entre autres, soutenir la lutte pour le salaire minimum à 15\$ (au Canada et aux États-Unis), demander l'exclusion de l'éducation des accords de libre-échange, solliciter les gouvernements pour rendre l'éducation plus accessible.

Attac s'est associée à Global Alliance for Tax Justice pour organiser l'assemblée « Désarmer la finance et atteindre la justice fiscale ». Il en est résulté un long document avec de multiples revendications pour transformer de façon significative à la fois la finance et la fiscalité. L'idée d'une journée internationale de lutte contre les paradis fiscaux a bénéficié d'un fort appui, avec comme date proposée, le 3 avril, pour souligner l'anniversaire de la révélation des *Panama Papers*.

Attac s'est aussi impliquée dans une assemblée portant sur le libre-échange, l'extractivisme et le pouvoir corporatif. Si cette rencontre s'est révélée plutôt confuse et a accumulé un nombre élevé de témoignages, il en est tout de même résulté une volonté très forte d'organiser une résistance dès l'automne, avec une journée et une semaine internationale d'actions qui auront lieu tant au Nord que dans le Sud. Les participants du Canada et de l'Europe se sentaient particulièrement concernés par l'AÉCG/CETA, dont le processus de ratification s'enclenchera bientôt. Un blocage de cet accord menacerait les autres grands projets à venir, encore plus ambitieux, mais dont l'AÉCG deviendrait le modèle : le Partenariat transpacifique, le TAFTA et l'Accord sur le commerce des services (ACS/TISA).

Il est difficile d'évaluer maintenant les résultats de telles initiatives et de prévoir quelle sera la volonté de les actualiser. Pour plusieurs d'entre elles, le FSM de Montréal aura été un relais permettant de raffermir des luttes déjà en cours, ce qui devrait faciliter leur accomplissement. Chose certaine, les mouvements sociaux ont devant eux d'importants projets, certains précis, d'autres plus vagues, dont la liste reste impressionnante.

Luttes à finir

Les Québécois ont profité du FSM pour faire connaître l'une de leurs luttes les plus importantes : l'opposition à l'oléoduc Énergie Est. Ce projet servirait à transporter le pétrole archi-polluant des sables bitumineux de l'Ouest canadien jusqu'à l'océan Atlantique afin d'en permettre l'exportation en grande quantité. Il est très dangereux pour le Québec, puisqu'il traversera des centaines de cours d'eau et mettra en péril un écosystème très fragile, celui de la vallée et du golfe Saint-Laurent.

Mais il concerne aussi l'ensemble des populations, et particulièrement les Européens, qui pourraient devenir parmi les principaux acheteurs de ce pétrole. Puisque des projets similaires ont été empêchés aux États-Unis et en Colombie britannique, il s'agit du combat de la dernière chance pour les compagnies pétrolières : cet oléoduc est le seul moyen pour elles d'exporter massivement le pétrole toxique des sables bitumineux. Et cela, alors que le GIEC recommande de garder 80 % des réserves d'énergie fossile sous terre. Le FSM a permis de rassembler davantage les forces contre ces terribles adversaires, qui ont contre eux une coalition assez surprenante unissant environnementalistes, autochtones, syndicalistes, et même les maires de nombreuses municipalités, habituellement plutôt à droite.

Tout n'a pas fonctionné rondement dans ce forum. La présence insuffisante d'Africains et d'Asiatiques nuisait à la représentativité des débats. Le forum se déroulait dans des lieux d'une trop grande disparité : certains ateliers se trouvaient dans des locaux éloignés et peinaient à faire le plein de participants ; aucune grande place, au cœur de l'événement, ne favorisait les rassemblements hasardeux et spontanés. Les grands médias se sont beaucoup trop attardés sur la prétendue faible participation et sur les refus de visas, plutôt que sur les idées politiques diffusées pendant le FSM. Il s'agit là de couacs difficiles à éviter et qui n'ont pas trop entravé la bonne marche de l'événement.

De nombreuses questions restaient en suspens : comment canaliser la grande insatisfaction des populations devant les ratés du système économique vers des projets progressistes ? Comment répondre aux démagogues d'extrême droite ? Comment relancer l'altermondialisme alors que la gauche s'effondre dans une des régions qui l'a fait naître, l'Amérique du Sud ? Il s'est posé aussi la question de l'avenir du FSM : doit-il rester une plate-forme où s'échangent les idées, ou prendre

clairement position sur des sujets brûlants, comme la situation en Palestine ou le coup d'État au Brésil ?

Le FSM de Montréal, comme ses prédécesseurs, a reflété les inquiétudes qui sont les nôtres et raffermi notre envie de nous battre pour changer le monde. Avec ses conférences et ateliers très souvent remplis à craquer, ses débats riches et stimulants,

ses rencontres imprévues, il a rappelé l'importance du dur devoir de persister. Entre l'enthousiasme déclenché par un événement indubitablement réussi dans son ensemble, et la déception de ne pas le voir aussi grand qu'on aurait voulu, il s'est justifié une fois de plus, dans un contexte particulièrement difficile, par la nécessité de bien coordonner les luttes à l'échelle internationale.